



Chapitre C-8

LOI SUR LE CENTRE DE RECHERCHE INDUSTRIELLE DU QUÉBEC

SECTION I

CONSTITUTION ET COMPOSITION DU CENTRE

Constitution. Nom. **1.** Un organisme, ci-après appelé «le Centre», est créé sous le nom de «Centre de recherche industrielle du Québec».

1969, c. 62, a. 1.

Pouvoirs d'une corporation. **2.** Le Centre est une corporation au sens du Code civil et il est investi des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

1969, c. 62, a. 2.

Siège social. **3.** Le Centre a son siège social dans la ville de Québec ou dans le voisinage immédiat.

Séances. Le Centre peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.

1969, c. 62, a. 3.

Composition. **4.** Le Centre est formé d'un directeur général et de quatorze autres membres nommés par le gouvernement après consultation des organismes les plus représentatifs du monde de la science et du monde de l'industrie. Sauf pour les premières nominations, les membres sont également consultés.

1969, c. 62, a. 4.

Traitements. **5.** Le traitement du directeur général est fixé par le gouvernement. Les autres membres ne reçoivent aucun traitement mais ils sont indemnisés, conformément aux normes déterminées à cette fin par le gouvernement, de ce qu'il leur en coûte pour assister aux assemblées des membres du Centre et du comité exécutif.

Allocations de présence. Les membres, à l'exception du directeur général et de ceux qui sont

régis par la Loi sur la fonction publique, reçoivent aussi une allocation de présence fixée par le gouvernement.

1969, c. 62, a. 5.

Mandat. **6.** Le directeur général est nommé pour dix ans et les autres membres pour trois ans.

Mandat. Toutefois, à l'exception du directeur général, cinq des premiers membres sont nommés pour deux ans et cinq pour quatre ans.

1969, c. 62, a. 6.

Renouvellement. **7.** Le mandat des membres autres que le directeur général n'est renouvelable consécutivement qu'une seule fois.

1969, c. 62, a. 7.

Continuité. **8.** Les membres du Centre demeurent en fonction, nonobstant l'expiration de leur mandat, jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou remplacés.

Vacances. Sauf dans le cas du directeur général, toute vacance survenant au cours de la durée d'un mandat est comblée pour la durée non écoulée du mandat du membre à remplacer.

1969, c. 62, a. 8.

Remplacement temporaire. **9.** Au cas d'incapacité d'agir du directeur général par suite d'absence ou de maladie, il peut être remplacé par une personne nommée pour exercer ses fonctions pendant que dure son incapacité, par le gouvernement qui fixe ses honoraires.

1969, c. 62, a. 9.

Président. **10.** Le président du Centre est désigné parmi ses membres par le gouvernement.

1969, c. 62, a. 10.

Secrétaire, fonctionnaires et employés. **11.** Le secrétaire ainsi que les autres fonctionnaires et employés du Centre sont nommés et rémunérés d'après les effectifs, normes et barèmes établis par règlement du Centre.

Destitution. Le secrétaire ainsi que les fonctionnaires et employés du Centre qui ne sont pas des salariés au sens du Code du travail ne peuvent être destitués que conformément à l'article 66 de la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3).

1969, c. 62, a. 11.

Conflit d'intérêts. **12.** Le directeur général du Centre ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui du Centre.

Exception. Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.

Conflit d'intérêts et vote. Tout autre membre du Centre qui est intéressé directement ou indirectement dans un contrat ou dans un projet de contrat avec le Centre est tenu, sous peine de déchéance de sa charge, de dévoiler son intérêt aux autres membres sans délai, et il ne peut voter sur un tel contrat ou projet de contrat.

1969, c. 62, a. 12.

Services exclusifs. **13.** Le directeur général doit s'occuper exclusivement du travail du Centre et des devoirs de sa fonction.

1969, c. 62, a. 13.

Responsabilité du directeur général. **14.** Le directeur général est responsable de l'administration du Centre dans le cadre des règlements du Centre.

1969, c. 62, a. 14.

Réglementation. **15.** Le Centre peut faire des règlements pour:

- a) sa régie interne;
- b) la formation et les pouvoirs d'un comité exécutif;
- c) la définition des devoirs et pouvoirs de ses employés;
- d) les fins de l'article 11 et de l'article 14.

Entrée en vigueur. Ces règlements n'entrent en vigueur qu'après avoir été approuvés par le gouvernement.

1969, c. 62, a. 15.

Authenticité des procès-verbaux. **16.** Les procès-verbaux des séances du Centre approuvés par lui et certifiés par le secrétaire ou par tout autre fonctionnaire du Centre désigné par les règlements adoptés à cette fin par le Centre, sont authentiques; il en est de même des documents et des copies émanant du Centre ou faisant partie de ses archives, lorsqu'ils sont ainsi certifiés.

1969, c. 62, a. 16.

SECTION II

FONCTIONS ET POUVOIRS DU CENTRE

Objets. **17.** Le Centre a pour objets:

- a) la recherche en sciences appliquées effectuée soit dans ses propres laboratoires, soit dans ceux d'autres centres de recherche;
- b) la mise au point de produits, procédés et appareils industriels ou scientifiques;
- c) la collection et la diffusion de l'information et de renseignements d'ordre technologique et industriel.

1969, c. 62, a. 17.

Pouvoirs additionnels. **18.** Le Centre peut, en outre des autres pouvoirs qui lui sont conférés par la présente loi:

- a) faire sur son crédit des emprunts de deniers par tout mode reconnu par la loi et spécialement par lettre de change, billet ou autre effet négociable;
- b) hypothéquer ou nantir ses immeubles, donner en gage ou grever d'une autre charge ses biens meubles pour assurer le paiement de ses emprunts ou l'exécution de ses obligations;
- c) émettre des obligations ou autres titres ou valeurs et les vendre, échanger, nantir ou mettre en gage;
- d) nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage, sans dépossession, céder ou transporter ses biens meubles ou immeubles, présents ou futurs, pour assurer le paiement des obligations ou valeurs émises, donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer telle hypothèque, tel nantissement ou tel gage par acte de fidéicommiss, conformément à la Loi sur les pouvoirs spéciaux des corporations (chapitre P-16);
- e) acquérir, posséder, louer, détenir, administrer et aliéner des biens, meubles et immeubles, par tous modes légaux et à tout titre sans être assujetti à la Loi sur la mainmorte (chapitre M-1);
- f) placer ses fonds de toute manière jugée appropriée, soit en son nom, soit au nom de fiduciaires.

1969, c. 62, a. 18.

Pouvoirs avec autorisation
du gouvernement.

19. Le Centre ne peut, sans l'autorisation du gouvernement:

- a) conclure un accord avec tout gouvernement ou organisme gouvernemental;
- b) conclure avec toute personne, un contrat de participation à la recherche;
- c) conclure avec toute personne tout autre contrat l'engageant pour plus de deux ans;

d) contracter un emprunt qui porte à plus de \$500,000 le total des sommes empruntées par lui et non encore remboursées;

e) disposer des brevets qu'il a acquis ou en permettre l'usage;

f) acquérir des actions d'une corporation.

1969, c. 62, a. 19.

Actes interdits. **20.** Le Centre ne peut acquérir des intérêts majoritaires dans les actions d'une autre corporation, ni exploiter des entreprises commerciales.

1969, c. 62, a. 20.

Dépenses autorisées. **21.** Les dépenses du Centre doivent, dans une proportion d'au moins 90 pour cent de ses revenus, être faites exclusivement pour la recherche scientifique qui est entreprise directement par lui ou qui l'est pour son compte, sauf s'il s'agit de paiements faits, en vue de la recherche scientifique, à une association, université, collège ou institution de recherche avec lequel il a conclu un contrat conformément au paragraphe b de l'article 19.

1969, c. 62, a. 21.

Acceptation d'octroi. **22.** Le Centre peut recevoir et accepter tout octroi, don, legs ou contribution.

Acceptation d'octroi avec charges. Il ne peut cependant accepter aucun octroi, don ou contribution auquel sont attachées des charges ou conditions, si ce n'est du gouvernement du Québec, sans l'autorisation du gouvernement.

1969, c. 62, a. 22.

Inventions, propriété du Centre. **23.** Les inventions, découvertes, perfectionnements, procédés et appareils réalisés par une personne dans le cadre d'un contrat de louage de service qui la lie avec le Centre, sont la propriété du Centre, à moins que le contrat n'en dispose autrement.

1969, c. 62, a. 23.

Rémunération additionnelle. **24.** Le Centre peut, avec l'approbation du gouvernement, payer aux membres de son personnel scientifique ou à ses techniciens une rémunération additionnelle établie en fonction du résultat de leurs recherches.

1969, c. 62, a. 24.

SECTION III

DISPOSITIONS FINALES

Paiements annuels au Centre. **25.** Le ministre des finances paiera au Centre, à même le fonds consolidé du revenu, au cours de chacun des exercices financiers suivants, la somme indiquée en regard de chacun d'eux:

1976/1977.....	\$5,000,000;
1977/1978.....	\$5,500,000;
1978/1979.....	\$6,000,000;
1979/1980.....	\$6,500,000;
1980/1981.....	\$7,000,000.

1969, c. 62, a. 25; 1970, c. 52, a. 1; 1976, c. 34, a. 1.

Année financière. **26.** L'année financière du Centre se termine le 31 mars de chaque année.

1969, c. 62, a. 26.

Rapport annuel. **27.** Le Centre doit, au plus tard le 30 juin de chaque année, faire au ministre de l'industrie et du commerce un rapport de ses activités pour son année financière précédente. Ce rapport doit aussi contenir tous les renseignements que ce ministre peut prescrire.

Renseignements. Le Centre doit en outre fournir au ministre tout renseignement qu'il requiert sur ses opérations.

1969, c. 62, a. 27.

Vérification. **28.** Les livres et comptes du Centre sont vérifiés chaque année par le vérificateur-général et en outre chaque fois que le décrète le gouvernement. Ses rapports doivent accompagner le rapport annuel du Centre.

1969, c. 62, a. 28; 1970, c. 17, a. 102.

Application de la loi. **29.** Le ministre de l'industrie et du commerce est chargé de l'application de la présente loi.

1969, c. 62, a. 29.

ANNEXE ABROGATIVE

Conformément à l'article 17 de la Loi sur la refonte des lois (chapitre R-3), le chapitre 62 des lois annuelles de 1969, tel qu'en vigueur au 31 décembre 1977, à l'exception de l'article 31, est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du chapitre C-8 des Lois refondues.

© Éditeur officiel du Québec, 1978

TABLE DE CONCORDANCE

LOIS DU QUÉBEC, 1969 **LOIS REFONDUES, 1977**

Chapitre 62

Chapitre C-8

CHARTRE DU CENTRE
DE RECHERCHE IN-
DUSTRIELLE DU QUÉ-
BEC

LOI SUR LE CENTRE
DE RECHERCHE IN-
DUSTRIELLE DU QUÉ-
BEC

ARTICLES	ARTICLES	REMARQUES
1 - 29	1 - 29	
30		Modification intégrée au c. R-12, a. 55
31		Omis

La table de concordance fait état de tous les numéros d'articles, qu'ils aient changé de numérotation ou non. Quant aux autres divisions (i.e. partie, chapitre, section, sous-section, paragraphe, etc. . .), s'il en est, il en est fait état que si elles ont changé de numérotation.

Le terme « omis » dans la colonne « Remarques » vise l'article qui n'apparaît pas dans la refonte parce qu'il est sans effet, local, privé, d'objet accompli, temporaire, transitoire, non en vigueur, ou encore, parce qu'il est un article d'abrogation ou de remplacement.

